

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1918.

PROJET DE LOI TRANSITOIRE DE FINANCES POUR 1919.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un arrêté-loi pris au Havre par le Roi le 8 avril 1917 est ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — Les mesures prises par l'occupant sont tenues
» pour abrogées de plein droit au fur et à mesure de la libération du
» territoire.

» ART. 2. — Sauf disposition contraire, les arrêtés-lois, arrêtés, règle-
» ments et, en général, toutes les dispositions prises par le pouvoir légal,
» sont obligatoires dans toute l'étendue du Royaume. Les autorités admi-
» nistratives et judiciaires en poursuivront l'application au fur et à mesure
» de la libération du territoire et sans nouvelle publication.

» ART. 3. — Le présent arrêté-loi entrera en vigueur le jour de sa
» publication. »

Le rétablissement de la souveraineté nationale, momentanément suspendue par la force, s'est ainsi manifesté dès la délivrance du pays.

Dans le domaine fiscal, cette abrogation des mesures prises par l'occupant produit déjà ses effets : les impôts ne sont plus appliqués que d'après les lois belges, renouvelées en dernier lieu par l'article 12 de la loi du 30 décembre 1913 contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1914.

Quant aux contributions directes, une disposition transitoire paraît cependant nécessaire pour prévenir toute perturbation dans les finances publiques et pour assurer l'égalité de tous les citoyens.

C'est dans ce sens qu'est conçu l'article 2 du projet que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Il s'agit de dispositions purement temporaires et tout exceptionnelles, que commandent les circonstances anormales du moment et qui n'engagent en rien l'avenir. La représentation nationale sera prochainement saisie du vaste problème fiscal : elle pourra l'examiner dans toute son ampleur et le résoudre en toute liberté de manière à assurer en même temps la justice de l'impôt et l'avenir financier du pays.

Les autres dispositions du projet ne semblent pas nécessiter de commentaires. L'article premier se borne à prononcer le renouvellement, voulu par l'article 144 de la Constitution, des lois d'impôt qui existaient avant la guerre. L'article 3 ordonne la formation, par les soins du Gouvernement, d'états de prévisions de recettes et de dépenses devant tenir lieu du budget général jusqu'à l'établissement prochain de celui-ci. Enfin l'article 4 abolit, comme de raison, les prescriptions et déchéances accomplies durant la guerre, soit au profit de l'Etat, soit au profit de ses débiteurs.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

**Projet de loi transitoire de finances
pour 1919.**

**Ontwerp van overgangs- financieënwet
voor 1919.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances et de l'avis de Notre Con-
seil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances pré-
sentera en Notre nom aux Chambres
législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

TITRE I^{er}.

**Application des lois d'impôt belges
en 1919.**

ARTICLE PREMIER.

Les impôts directs et indirects, en
principal et additionnels au profit de
l'État, qui existaient à l'époque de
l'invasion du pays, seront recouvrés
pendant l'année 1919 d'après les lois et
tarifs qui en réglaient l'assiette et la
perception à ladite époque, sauf les
modifications qui pourront y être appor-
tées en exécution de l'article 2 de la
présente loi.

TITRE II.

Impôts établis par l'occupant.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Eu égard aux faits accomplis,
le Gouvernement est autorisé à valider

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil!

Op de voordracht van Onzen Minister
van Financiën, en volgens advies van
Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal,
in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp indienen waar-
van de inhoud volgt :

TITEL I.

**Toepassing der Belgische belas-
tingwetten in 1919.**

ARTIKEL EÉN.

De rechtstreeksche en onrechtstreek-
sche belastingen, in hoofdsom en op-
centiemen ten bate van den Staat, die,
op het tijdstip van den vijandelijken
inval in het land, bestonden, worden
gedurende het jaar 1919 ingevorderd
volgens de wetten en tarieven welke op
voormeld tijdstip derzelver zetting en
heffing regelden, behoudens de wijzi-
gingen welke, in uitvoering van artikel 2
dezer wet, daarin mogen worden ge-
bracht.

TITEL II.

**Belastingen geheven door
de bezettende macht.**

ART. 2.

§ 1. — Uit aanmerking van de
voldongen feiten, wordt de Regeering

les perceptions d'impôts nouveaux ou supplémentaires au profit de l'État, effectuées en vertu d'actes émanés de l'occupant, pour autant que ces impôts soient légitimes dans leur essence, leur assiette, leurs tarifs et leur mode de recouvrement, et que leur établissement ait été nécessité par les besoins du pays.

§ 2. — Afin d'établir l'égalité voulue par l'article 112 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à décréter l'application de ces mêmes impôts, dans les mêmes conditions d'assujettissement, aux contribuables qui seraient en retard de les acquitter.

§ 3. — Les dispositions prévues par les deux paragraphes précédents pourront avoir pour objet, en outre, de continuer l'application des mêmes impôts jusqu'à ce qu'il soit définitivement pourvu par le pouvoir législatif aux voies et moyens de l'exercice 1919.

§ 4. — Les arrêtés royaux faits en exécution du présent article auront force de loi. Ils rendront irrévocables les perceptions effectuées jusqu'à la date de la présente loi et serviront de base légale aux perceptions ultérieures.

TITRE III.

États tenant lieu de budget général.

ART. 3.

§ 1^{er}. — En attendant que le pouvoir législatif ait pu établir le budget général, le Gouvernement est chargé d'arrêter des états de prévisions de recettes et de dépenses dans la forme suivie pour la confection des budgets.

gemachtigd tot geldigmaking der krachten akten vanwege de bezettende macht gedane heffingen van nieuwe- en bijbelastingen ten bate van den Staat, voor zooveel deze belastingen in hunnen aard, hunne zetting, hunne tarieven en hunne wijze van invordering rechtmatig zijn, en hunne vestiging voor de behoeften van het land noodig was.

§ 2. — Ten einde de bij artikel 112 der Grondwet voorgeschreven gelijkheid te bewerkstelligen, wordt de Regeering gemachtigd om te bepalen dat de zelfde belastingen, in de zelfde voorwaarden van verplichting, toepasselijk zijn op de belastingschuldigen, die in 't betalen derzelve ten achteren zouden zijn.

§ 3. — De bepalingen voorzien in de twee voorgaande paragrafen mogen bovendien voor onderwerp hebben de toepassing derzelfde belastingen te handhaven tot wanneer door de wetgevende macht voorgoed in de wegen en middelen van het dienstjaar 1919 zal voorzien zijn.

§ 4. — De in uitvoering van dit artikel uitgevaardigde koninklijke besluiten hebben kracht van wet. Zij maken de tot op de dagteekening van deze wet gedane heffingen onherroepelijk en dienen tot wettelijken grondslag voor de latere heffingen.

TITEL III.

Staten ter vervanging van de algemeene begrooting.

ART. 3.

§ 1. — Totdat de algemeene begrooting door de wetgevende macht zal worden vastgesteld, wordt de Regeering belast met het opmaken van staten vermeldende de vooruitzichten der inkomsten en der uitgaven in den vorm gevolgd voor het opstellen der begrootingen.

§ 2. — Ces états serviront de base aux rapports à continuer entre le Gouvernement et les Puissances alliées relativement aux avances de celles-ci en vue des besoins financiers occasionnés à l'État belge par la guerre.

§ 3. — Les états de dépenses vaudront provisoirement, vis-à-vis de toutes autorités, à l'égal de budgets arrêtés par le pouvoir législatif.

§ 2. — Deze staten dienen als grondslag voor de betrekkingen, welke tusschen de Regeering en de verbonden Mogenheden, in verband met dezer voorschotten, te handhaven zijn met het oog op de geldbehoefte door den oorlog aan den Belgischen Staat veroorzaakt.

§ 3. — Voorloopig hebben de staten van uitgaven tegenover alle overheid dezelfde waarde als door de wetgevende macht vastgestelde begrootingen.

TITRE IV.

Prescriptions et déchéances.

ART. 4.

Sont abolies les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 31 juillet 1914 et le 31 décembre 1918, relativement à des actions, droits et créances soit au profit de l'État ou de ses agents responsables, soit contre l'État.

Il est établi, pour l'exercice de ces actions, droits et créances, un nouveau délai qui prendra fin le 31 décembre 1919.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1918.

TITEL IV.

Verjaring en verval van rechten.

ART. 4.

Worden opgeheven alle verjaring en verval van rechten ingetreden tusschen 31 Juli 1914 en 31 December 1918, aangaande vorderingen, rechten en schuldvorderingen hetzij ten voordeele van den Staat of van zijne verantwoordelijke agenten, hetzij ten nadeele van den Staat.

Voor de uitoefening dier vorderingen, rechten en schuldvorderingen, wordt een nieuw tijdsbestek bepaald, hetwelk den 31 December 1919 zal eindigen.

Gegeven te Brussel, den 11^e December 1918.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Ministre des Finances,

VAN 's KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

LOI TRANSITOIRE DE FINANCES POUR 1919.

ANNEXE

**ARRÊTÉS PRIS PAR LE POUVOIR OCCUPANT EN MATIÈRE
DE CONTRIBUTIONS DIRECTES.**

I. — CONTRIBUTION FONCIÈRE.

ARRÊTÉ DU 18 MAI 1916.

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er}. — Les terrains incultes, visés à l'article 65 de la loi du 3 frimaire an VII, qui ont été convertis en terres arables, en prés, en bois ou autrement mis en valeur, de même que les autres propriétés non bâties ayant subi un changement de nature quelconque, sont imposables à la contribution foncière, en raison de leur nouvelle nature, à partir du 1^{er} janvier de la seconde année qui suit celle de leur transformation.

L'évaluation de ces immeubles est faite eu égard à celle des propriétés de même nature et d'un rendement analogue.

§ 2. — Les propriétaires, possesseurs, usufruitiers ou emphytéotes de propriétés non bâties transformées, visées au § 1^{er}, sont tenus, sous peine de l'amende édictée par l'article 4 de la loi du 3 juillet 1871, de déclarer au receveur des contributions du ressort, la situation, la contenance et la nouvelle nature de ces fonds, ainsi que la date de leur changement. Cette déclaration doit être faite dans les six mois de la transformation ou du changement de nature.

§ 3. — L'exemption de la contribution foncière, accordée pendant quinze ans pour tous bâtiments et habitations construits sur des terres vaines et vagues appartenant ou ayant appartenu aux communes, est supprimée; ces constructions sont imposables, comme les autres propriétés bâties, à partir du 1^{er} janvier de la seconde année qui suit celle de leur occupation.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Les propriétaires, possesseurs, usufruitiers ou emphytéotes d'immeubles situés dans une ou plusieurs communes et dont le montant

total des revenus cadastraux est au moins de 2,000 francs au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, sont assujettis sur ces revenus à un supplément de contribution foncière dont le taux pour cent est fixé au deux-millième du total, sans que ce taux puisse dépasser 6.

§ 2. — L'inscription aux rôles de la contribution foncière ou à la matrice cadastrale entraîne la débiton du supplément; celui-ci est dû même en cas d'indivision et sur le montant total des revenus cadastraux des immeubles.

Les mutations qui surviennent dans le courant de l'année n'ont d'effet que pour l'année suivante.

§ 3. — L'Etat, les provinces, les communes et les établissements publics sont exempts de l'imposition supplémentaire.

§ 4. — Le supplément est réglé dans la commune du domicile des contribuables ou, si ceux-ci ne sont pas domiciliés en Belgique, dans la commune où le revenu cadastral de leurs biens est le plus élevé. Ledit supplément ne peut, en tout ou en partie, être mis à la charge des fermiers ou locataires, nonobstant toute stipulation contraire, quelle qu'en soit la date.

Il ne peut être établi des additionnels provinciaux ou communaux sur ce supplément ni une taxe similaire sur la même base.

Pour le surplus, l'imposition supplémentaire est assimilée en tous points à la contribution foncière.

§ 5. — A la condition que la demande en soit faite avant la clôture de l'exercice pour lequel le supplément est dû, le directeur des contributions peut accorder une modération de cet impôt proportionnellement aux pertes de revenus que les redevables ont éprouvées pendant l'année de l'imposition et qui ont donné lieu à une remise ou modération de la contribution foncière.

ARRÊTÉ DU 17 DÉCEMBRE 1916.

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er}. — Les dispositions des §§ 1 et 2 de l'article premier de l'arrêté du 18 mai 1916 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 213, pp. 2145 et suiv.) relatives à l'imposition des terrains transformés, sont applicables à toutes les propriétés non bâties qui, bien que n'ayant pas changé de nature, ont subi des améliorations ou des dépréciations justifiant un nouveau classement.

§ 2. — Pour l'année 1917, des impositions supplémentaires seront établies d'office ou des réductions de contribution foncière seront accordées,

à raison de l'augmentation ou de la diminution du revenu cadastral desdites propriétés dont l'amélioration ou la dépréciation est antérieure au 1^{er} janvier 1916.

II. — CONTRIBUTION PERSONNELLE.

ARRÊTÉ DU 24 DÉCEMBRE 1917.

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er}. — Par modification aux articles 54 et suivants de la loi du 28 juin 1822, les contribuables qui continueront à occuper en 1918 les habitations ou bâtiments pour lesquels ils ont été imposés en 1917 et auxquels aucun changement notable n'aura été apporté, sont dispensés de renouveler leur déclaration à la contribution personnelle quant aux trois premières bases (valeur locative, portes et fenêtres, mobilier). Ils seront cotisés de ce chef, pour 1918, à raison des éléments de leur imposition de 1917.

§ 2. — Ceux qui occuperont avant le 1^{er} avril 1918 des habitations ou bâtiments imposables ayant subi des modifications notables non encore assujetties à la contribution personnelle, restent tenus, comme les nouveaux occupants, de remettre leur déclaration au receveur des contributions du ressort, sous peine d'une amende de 50 francs, indépendamment de la cotisation d'office.

Cette déclaration devra être faite avant le 15 janvier 1918 par ceux qui occuperont lesdits immeubles au début de l'année et avant le 15 avril suivant par ceux qui ne commenceront à les occuper que dans le cours du premier trimestre.

A défaut de semblable déclaration, les nouveaux occupants seront solidairement responsables, avec les anciens occupants, de l'impôt qui continuera à être inscrit pour 1918 au nom de ces derniers; ceux-ci seront déchargés de cette solidarité s'ils signalent la mutation au receveur compétent avant le 15 janvier ou avant le 15 avril 1918, selon les distinctions établies à l'alinéa qui précède.

La transcription de l'impôt peut être opérée d'office au nom des nouveaux occupants.

§ 3. — Les administrations communales transmettront aux dates sus-indiquées, au receveur des contributions du ressort, une liste des chefs de ménage décédés ou ayant changé de résidence respectivement pendant les trois derniers trimestres de 1917 et pendant le premier trimestre de 1918.

Le modèle de cette liste sera arrêté par l'Administration des contributions.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Les contribuables qui tiendront en 1918 le même nombre et la même espèce de domestiques et de chevaux que ceux à raison desquels ils ont été imposés en 1917 sont aussi dispensés de renouveler leur déclaration. Ils seront cotisés pour 1918 du chef des mêmes éléments.

§ 2. — Ceux dont le nombre et l'espèce de domestiques ou de chevaux ne seront plus les mêmes en 1918 qu'en 1917 devront, sous peine d'une amende de 50 francs et des pénalités prévues par les articles 88 et 105 de la loi du 28 juin 1822, remettre leur déclaration au receveur des contributions du ressort avant le 15 janvier 1918 ou dans les quinze jours du changement, selon que les modifications dans lesdites bases existeront au début de l'année ou avant la fin du troisième trimestre.

Si ces modifications n'entraînent aucune augmentation de l'impôt, l'amende ne sera pas applicable.

III. — DROIT DE PATENTE.

ARRÊTÉ DU 18 MAI 1916.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Les cultivateurs, maraîchers, horticulteurs, pépiniéristes, viticulteurs, éleveurs et tous autres exploitants agricoles sont rangés dans le tableau n° 3 annexé à la loi du 24 mai 1849 et sont assujettis au droit de patente, dans la commune de leur principal établissement, à raison de 4 % de la valeur locative, réelle ou présumée, des immeubles qu'ils exploitent.

Le taux du droit est porté à 5 % lorsque cette valeur locative atteint au moins 1,500 francs.

§ 2. — La valeur locative réelle s'entend du loyer ou fermage annuel, fixé par un bail reconnu normal, augmenté éventuellement des charges supportées par le locataire ou fermier à la décharge du propriétaire.

La valeur locative présumée des immeubles non loués ou loués anormalement est évaluée eu égard au loyer réel des propriétés de même nature et d'un rendement analogue.

§ 3. — Les patentables désignés au § 1^{er} sont tenus d'indiquer dans leur déclaration annuelle le nom du propriétaire, la situation, la contenance et la valeur locative, réelle ou présumée, des immeubles qu'ils exploitent.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Les patentables dont l'ensemble des bénéfices, traitements ou profits professionnels, réalisés ou obtenus dans une ou plusieurs communes, atteint au moins 10,000 francs par an, sont imposés, sur ces revenus, à raison d'un taux pour cent fixé au dix-millième du total, sans que ce taux puisse être supérieur à 5.

Ces dispositions sont également applicables lorsque les revenus provenant de plusieurs professions, industries, commerces, métiers ou débits atteignent ou dépassent ensemble 10,000 francs pour une année.

§ 2. — L'imposition prévue au § 1^{er} est basée sur les revenus professionnels, constatés ou présumés, de l'année antérieure ou de l'exercice social clôturé pendant cette année.

Toutefois, pour les nouveaux patentables, il est tenu compte des revenus obtenus dans le cours de la première année; pour ceux qui cessent leurs affaires et dont les revenus de la dernière année sont plus élevés que ceux de l'année précédente, un supplément à l'impôt réglé d'après ceux-ci est établi de manière que l'imposition totale soit proportionnelle aux revenus de l'année de cessation.

§ 3. — Les revenus imposables au droit de patente s'entendent de l'excédent des recettes brutes, y compris les profits de spéculations, sur les frais et charges d'ordre professionnel, à l'exclusion des dépenses ayant un caractère personnel.

§ 4. — En ce qui concerne les patentables exerçant ou ayant des établissements dans plusieurs communes, l'imposition est établie dans celle de leur principal établissement.

Les additionnels sont appliqués, comme en matière de taxe sur les revenus et profits réels (loi du 1^{er} septembre 1913), au prorata des bénéfices, traitements ou profits réalisés dans chaque province ou chaque commune.

§ 5. — Les patentables tombant sous l'application du § 1^{er} sont tenus de déclarer annuellement, au receveur des contributions de leur principal établissement, la situation et la nature de leurs établissements, ainsi que le montant des bénéfices, traitements ou profits réalisés dans chacun de ceux-ci.

Les sociétés soumises au droit de patente annexent à cette déclaration une copie, certifiée exacte, de leurs bilan et compte de profits et pertes.

§ 6. — Les dispositions du § 1^{er} sont applicables quel que soit le mode actuel de cotisation. Toutefois, les banquiers dont les bénéfices annuels sont inférieurs à 35,000 francs restent soumis au régime spécial créé par l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1913.

§ 7. — En cas de fraude dans la déclaration, il est dû pour amende, indépendamment de l'impôt, une somme égale au triple de celui-ci.

§ 8. — En tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent arrêté, les dispositions relatives au droit de patente sont applicables aux patentables désignés au § 1^{er}.

ARRÊTÉ DU 17 DÉCEMBRE 1916.

ART. 2.

Les loueurs d'échalons et de taureaux sont imposables au droit de patente à partir de l'année 1916.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Par modification à l'article 3 de l'arrêté précité du 18 mai 1916, les exploitants de bois sont soumis au droit de patente à raison d'un pour cent du produit net de leur exploitation pendant l'année qui précède celle de l'imposition, même s'ils n'exploitent pas pendant cette dernière année.

Le produit net imposable s'entend du produit brut des ventes, coupes, élagages ou autres opérations, diminué d'un cinquième.

§ 2. — L'imposition est due dans chacune des communes de la situation des bois exploités.

§ 3. — Lesdits patentables sont tenus de déclarer annuellement, par commune, les diverses opérations d'exploitation qu'ils ont effectuées pendant l'année antérieure, ainsi que leur produit brut par espèce.

Cette déclaration sera faite avant le 1^{er} janvier 1917 pour la cotisation de l'année 1916.

ARRÊTÉ DU 24 DÉCEMBRE 1917.**ART. 3.**

§ 1^{er}. — Par modification aux articles 16 et suivants de la loi du 21 mai 1819, les patentables établis à demeure, qui continueront, en 1918, à exercer leur commerce, profession, industrie, métier ou débit dans les mêmes conditions qu'antérieurement, sont dispensés de renouveler leur déclaration. Ils seront cotisés, en 1918, d'après les bases de leur imposition de l'année antérieure, à moins que celle-ci ne soit, de l'avis du collège des répartiteurs, susceptible d'être augmentée ou diminuée d'office d'un dixième au moins.

§ 2. — La dispense prévue au § 1^{er} n'est pas applicable :

- 1° Aux marchands ambulants et autres désignés à la loi du 18 juin 1842;
- 2° Aux entrepreneurs de spectacles, jeux et amusements;

3° Aux bateliers étrangers ni aux bateliers indigènes qui n'ont que leur bateau pour demeure;

4° Aux exploitants de bois;

5° Aux patentables qui ont changé le siège de leurs affaires;

6° A tous les redevables du droit de patente progressif.

Ces divers contribuables restent conséquemment tenus de souscrire leur déclaration pour 1918.

Les cotisations au droit ordinaire peuvent être remplacées par les cotisations au droit progressif et réciproquement, lorsque cette mesure est nécessaire pour maintenir la juste proportionnalité de l'impôt.

IV. — TAXE SUR LES REVENUS ET PROFITS RÉELS.

ARRÊTÉ DU 18 MAI 1916.

ART. 5.

Le taux de la taxe sur les revenus et profits réels (loi du 1^{er} septembre 1913) est porté de 4 à 6 % en ce qui concerne les intérêts des obligations et les primes ou lots attribués aux obligataires.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Les administrateurs, commissaires et liquidateurs de sociétés par actions, qui ont été taxés, pour un exercice financier de l'Etat, à raison de traitements dont le total est au moins de 20,000 francs, sont redevables, pour l'exercice suivant, d'une taxe supplémentaire basée sur ces traitements cumulés et dont le taux pour cent est fixé au vingt-millième du total, sans pouvoir dépasser 5.

Cette disposition est également applicable aux gouverneurs, directeurs, censeurs ou autres remplissant des fonctions analogues à celles desdits administrateurs, commissaires et liquidateurs.

§ 2. — Le supplément est réglé dans la commune du domicile des contribuables ou si ceux-ci ne sont pas domiciliés en Belgique, dans la commune où le montant de leurs traitements est le plus élevé. Ledit supplément ne peut, en tout ou en partie, être mis à la charge des sociétés.

Il ne peut être établi des additionnels provinciaux ou communaux sur ce supplément ni une taxe similaire sur la même base.

Pour le surplus, le supplément est assimilé en tous points à la taxe sur les revenus et profits réels.

ART. 7.

Par modification au troisième alinéa de l'article 18 de la loi du 1^{er} septembre 1913 et aux dispositions réglementaires adoptées par les Conseils provinciaux et communaux pour en assurer l'application, les additionnels à la taxe sur les revenus et profits réels ne pourront être augmentés de plein droit pour les exercices 1915 et 1916; toutefois, ceux dont le taux est inférieur à 50 pourront être relevés automatiquement jusqu'à cette limite, si les règlements y relatifs prévoient cette mesure.

ARRÊTÉ DU 17 DÉCEMBRE 1916.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Par dérogation temporaire à la loi du 1^{er} septembre 1913 établissant une taxe sur les revenus et profits réels, les sociétés par actions dont les bénéfices de l'exercice social clôturé en 1915 n'ont fait l'objet, pour cet exercice, d'aucune répartition aux actionnaires, sont exceptionnellement soumises à la taxe précitée pour l'exercice 1916 à raison de la moitié desdits bénéfices, pour autant que ceux-ci atteignent au moins 10,000 francs.

Sont notamment considérés comme bénéfices, les réserves ou fonds de prévisions quelconques, le report à nouveau et toutes autres affectations analogues.

§ 2. — Les sociétés par actions qui ont distribué des dividendes dont le montant est inférieur à la moitié de leurs bénéfices dudit exercice sont aussi redevables de la taxe susvisée mais à raison seulement de la différence entre ces deux sommes.

§ 3. — La taxe prévue par le § 1^{er} est également applicable aux sociétés par actions qui n'ont pas formé leur bilan pour l'exercice social clôturé en 1915; elles sont taxables eu égard au montant présumé de leurs bénéfices de cet exercice.

§ 4. — Par application analogue de l'article 10 de la loi précitée, la déclaration nécessaire à l'exécution des dispositions qui précèdent sera faite avant le 1^{er} janvier 1917, sous peine de l'amende édictée par l'article 13 de cette loi.

Le cas échéant, la taxe sera établie d'office conformément à l'article 12 de la même loi.

§ 5. — Par application du § 2 de l'article 3 de ladite loi, les sociétés seront exemptes de la taxe à raison des revenus distribués au moyen des bénéfices qui auront été taxés dans leur chef en vertu du présent article.

ART. 5.

La taxe sur les intérêts, primes et lots d'obligations est payable, sur déclaration, dans les deux mois de l'échéance de ces revenus, sous peine de l'intérêt légal au prorata du retard.

Pour lesdits revenus échus antérieurement au 1^{er} novembre 1916, la taxe sera acquittée avant le 1^{er} janvier 1917.

ART. 6.

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 mai 1916, relatives aux taux des additionnels provinciaux et communaux à la taxe sur les revenus et profits réels pour les exercices 1915 et 1916, sont rendues applicables quant à l'exercice 1917.

V. — TAXE SUR LES SPECTACLES ET AUTRES DIVERTISSEMENTS PUBLICS.

ARRÊTÉ DU 23 AVRIL 1916.

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er}. — La taxe à laquelle sont assujettis les entrepreneurs de spectacles cinématographiques, en vertu de la loi du 3 septembre 1913, est rendue applicable aux organisateurs de tous spectacles, concerts, bals, courses, jeux ou autres divertissements publics.

Par modification à l'article premier de la loi précitée, le taux de la taxe est fixé uniformément à 10 % du total des recettes brutes quelconques ; en sont seules déduites les sommes dont l'abandon à des œuvres philanthropiques est dûment constaté.

§ 2. — La taxe est fixée respectivement à 4, 6 ou 8 francs par jour pour les entrepreneurs ou organisateurs dont le total des recettes brutes, effectuées pendant la moitié d'un mois, est en moyenne inférieur à 60, à 80 ou à 100 francs par jour de spectacle ou de divertissement.

§ 3. — Sont exempts ceux dont la moyenne desdites recettes est inférieure à 40 francs par jour de spectacle ou de divertissement.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Il ne peut être établi des centimes additionnels provinciaux et communaux à cette taxe.

§ 2. — Toutefois un huitième de la taxe est attribué à la province et trois huitièmes à la commune.

Le montant de ces parts est éventuellement déduit des impositions spéciales provinciales ou communales établies sur les spectacles ou autres divertissements publics.

ART. 3.

Les articles 2, 10 et 11 de la loi du 3 septembre 1913 sont abrogés ; les autres dispositions de cette loi sont applicables en tenant compte des modifications résultant du présent arrêté.

Cet arrêté entrera en vigueur le 16 mai 1916.

VI. — MESURES DIVERSES.**A. — DISPOSITION POUR GARANTIR LE RECOUVREMENT
DES IMPOTS.**

ARRÊTÉ DU 18 MAI 1916.

ART. 8.

Les officiers ministériels chargés de procéder à une vente de meubles ou d'immeubles ne peuvent se dessaisir du produit de celle-ci que sous déduction des impositions directes non encore acquittées et dont les biens vendus sont la garantie ; le cas échéant, ils sont personnellement responsables, jusqu'à concurrence dudit produit, du paiement des impositions restant dues.

B. — DÉLAIS DE PRESCRIPTION FISCALE.

ARRÊTÉ DU 17 DÉCEMBRE 1916.

ART. 8.

Sont prorogés d'un an les délais de prescription pour l'exigibilité des droits fraudés et pour les poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées.

ARRÊTÉ DU 24 DÉCEMBRE 1917.

ART. 4.

Sont prorogés jusqu'à disposition ultérieure les délais de prescription pour l'exigibilité des droits fraudés et pour les poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 DECEMBER 1918.

ONTWERP VAN OVERGANGS FINANCIËNWET VOOR 1919.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een door den Koning, den 8ⁿ April 1914, te Dover, genomen besluit-wet, luidt als volgt :

» ARTIKEL EÉN. — De maatregelen door den bezetter genomen, worden
» gehouden als zijnde, naarmate der bevrijding van het grondgebied, van
» rechtswege opgeheven.

» ART. 2. — Behoudens tegenstrijdige bepaling, zijn de besluitenwetten,
» besluiten, verordeningen, en over 't algemeen alle schikkingen door het
» wettelijke gezag getroffen, over geheel 's Rijks uitgestrektheid verplich-
» tend. De bestuur- en rechterlijke overheid vervolgt er de toepassing
» van, naarmate het grondgebied bevrijd is, en zonder nieuwe bekend-
» making.

» ART. 3. — Deze besluit-wet treedt in werking met den dag harer
» bekendmaking ».

Aldus openbaarde zich, aanstonds bij de bevrijding van het land, het herstel van de nationale souvereiniteit, tijdelijk door 't geweld geschorst.

Op fiscaal gebied is de uitwerking van de opheffing der maatregelen door den bezetter getroffen reeds merkbaar : de belastingen worden nog enkel geheven volgens de Belgische wetten, laatstelijk hernieuwd bij artikel 12 der wet van 30 December 1913, houdende begrooting van 's lands middelen over het dienstjaar 1914.

Betreffende de rechtstreeksche belastingen blijkt echter eene overgangsbepaling noodzakelijk, ten einde elke verwarring in de openbare financiën te voorkomen en de gelijkheid tusschen al de burgers te verwezenlijken.

H

In dezen zin is opgesteld artikel 2 van het ontwerp, dat ik, ingevolge 's Konings bevelen, de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Het geldt eene louter tijdelijke en gansch uitzonderlijke bepaling, door de abnormale omstandigheden vereischt, en die de toekomst op geenerlei wijze bindt. De nationale vertegenwoordiging zal binnenkort in de gelegenheid gesteld worden het uitgebreid fiscaal vraagstuk te onderzoeken; zij zal het in zijn geheelen omvang kunnen bespreken en het in volle vrijheid oplossen, derwijze terzelfder tijd de gerechtigheid der belasting en de financieele toekomst van het vaderland te verzekeren.

De andere bepalingen van het ontwerp schijnen geene voorlichting te vereischen. Artikel één beperkt er zich toe om, zooals wordt bepaald bij artikel 111 van de Grondwet, de hernieuwing vast te stellen der belastingswetten die vóór den oorlog bestonden. Artikel 3 beveelt het inrichten, door de zorgen van de Regeering, van staten behelzende de voorziene ontvangsten en uitgaven, zulks om de algemeene begrooting te vervangen in afwachting dat deze weldra opgemaakt kunne worden. Artikel 4 schaft redelijkerwijze de verjaringen en alle verval van rechten af gedurende den oorlog ingetreden 't zij ten bate van den Staat, 't zij ten voordeele van dezes schuldenaars.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

**Projet de loi transitoire de finances
pour 1919.**

**Ontwerp van overgangs- financiënwet
voor 1919.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

**Application des lois d'impôt belges
en 1919.**

ARTICLE PREMIER.

Les impôts directs et indirects, en principal et additionnels au profit de l'État, qui existaient à l'époque de l'invasion du pays, seront recouvrés pendant l'année 1919 d'après les lois et tarifs qui en réglaient l'assiette et la perception à ladite époque, sauf les modifications qui pourront y être apportées en exécution de l'article 2 de la présente loi.

TITRE II.

Impôts établis par l'occupant.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Eu égard aux faits accomplis, le Gouvernement est autorisé à valider

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil!

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën, en volgens advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen waarvan de inhoud volgt :

TITEL I.

Toepassing der Belgische belastingwetten in 1919.

ARTIKEL ÉÉN.

De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in hoofdsom en opcentiemen ten bate van den Staat, die, op het tijdstip van den vijandelijken inval in het land, bestonden, worden gedurende het jaar 1919 ingevorderd volgens de wetten en tarieven welke op voormeld tijdstip derzelve zetting en heffing regelden, behoudens de wijzigingen welke, in uitvoering van artikel 2 dezer wet, daarin mogen worden gebracht.

TITEL II.

**Belastingen geheven door
de bezettende macht.**

ART. 2.

§ 1. — Uit aanmerking van de voldongen feiten, wordt de Regeering

les perceptions d'impôts nouveaux ou supplémentaires au profit de l'État, effectuées en vertu d'actes émanés de l'occupant, pour autant que ces impôts soient légitimes dans leur essence, leur assiette, leurs tarifs et leur mode de recouvrement, et que leur établissement ait été nécessité par les besoins du pays.

§ 2. — Afin d'établir l'égalité voulue par l'article 112 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à décréter l'application de ces mêmes impôts, dans les mêmes conditions d'assujettissement, aux contribuables qui seraient en retard de les acquitter.

§ 3. — Les dispositions prévues par les deux paragraphes précédents pourront avoir pour objet, en outre, de continuer l'application des mêmes impôts jusqu'à ce qu'il soit définitivement pourvu par le pouvoir législatif aux voies et moyens de l'exercice 1919.

§ 4. — Les arrêtés royaux faits en exécution du présent article auront force de loi. Ils rendront irrévocables les perceptions effectuées jusqu'à la date de la présente loi et serviront de base légale aux perceptions ultérieures.

TITRE III.

États tenant lieu de budget général.

ART. 3.

§ 1^{er}. — En attendant que le pouvoir législatif ait pu établir le budget général, le Gouvernement est chargé d'arrêter des états de prévisions de recettes et de dépenses dans la forme suivie pour la confection des budgets.

gemachtigd tot geldigmaking der krachtens akten vanwege de bezettende macht gedane heffingen van nieuwe- en bijbelastingen ten bate van den Staat, voor zooveel deze belastingen in hunnen aard, hunne zetting, hunne tarieven en hunne wijze van invordering rechtmatig zijn, en hunne vestiging voor de behoeften van het land noodig was.

§ 2. — Ten einde de bij artikel 112 der Grondwet voorgeschreven gelijkheid te bewerkstelligen, wordt de Regeering gemachtigd om te bepalen dat de zelfde belastingen, in de zelfde voorwaarden van verplichting, toepasselijk zijn op de belastingschuldigen, die in 't betalen derzelve ten achteren zouden zijn.

§ 3. — De bepalingen voorzien in de twee voorgaande paragrafen mogen bovendien voor onderwerp hebben de toepassing derzelfde belastingen te handhaven tot wanneer door de wetgevende macht voorgoed in de wegen en middelen van het dienstjaar 1919 zal voorzien zijn.

§ 4. — De in uitvoering van dit artikel uitgevaardigde koninklijke besluiten hebben kracht van wet. Zij maken de tot op de dagteekening van deze wet gedane heffingen onherroepelijk en dienen tot wettelijken grondslag voor de latere heffingen.

TITEL III.

Staten ter vervanging van de algemeene begrooting.

ART. 3.

§ 1. — Totdat de algemeene begrooting door de wetgevende macht zal worden vastgesteld, wordt de Regeering belast met het opmaken van staten vermeldende de vooruitzichten der inkomsten en der uitgaven in den vorm gevolgd voor het opstellen der begrootingen.

§ 2. — Ces états serviront de base aux rapports à continuer entre le Gouvernement et les Puissances alliées relativement aux avances de celles-ci en vue des besoins financiers occasionnés à l'État belge par la guerre.

§ 3. — Les états de dépenses vaudront provisoirement, vis-à-vis de toutes autorités, à l'égal de budgets arrêtés par le pouvoir législatif.

§ 2. — Deze staten dienen als grondslag voor de betrekkingen, welke tusschen de Regeering en de verbonden Mogenheden, in verband met dezer voorschotten, te handhaven zijn met het oog op de geldbehoeften door den oorlog aan den Belgischen Staat veroorzaakt.

§ 3. — Voorloopig hebben de staten van uitgaven tegenover alle overheid dezelfde waarde als door de wetgevende macht vastgestelde begrootingen.

TITRE IV.

Prescriptions et déchéances.

ART. 4.

Sont abolies les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 31 juillet 1914 et le 31 décembre 1918, relativement à des actions, droits et créances soit au profit de l'État ou de ses agents responsables, soit contre l'État.

Il est établi, pour l'exercice de ces actions, droits et créances, un nouveau délai qui prendra fin le 31 décembre 1919.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1918.

TITEL IV.

Verjaring en verval van rechten.

ART. 4.

Worden opgeheven alle verjaring en verval van rechten ingetreden tusschen 31 Juli 1914 en 31 December 1918, aangaande vorderingen, rechten en schuldvorderingen hetzij ten voordeele van den Staat of van zijne verantwoordelijke agenten, hetzij ten nadeele van den Staat.

Voor de uitoefening dier vorderingen, rechten en schuldvorderingen, wordt een nieuw tijdsbestek bepaald, hetwelk den 31 December 1919 zal eindigen.

Gegeven te Brussel, den 11^{en} December 1918.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

ONTWERP VAN OVERGANGS FINANCIËNWET VOOR 1919.

BIJLAGE

BESLUITEN, DOOR DE BEZETTENDE MACHT GENOMEN,
IN ZAKE RECHTSTREEKSCH BELASTINGEN.

I. — GRONDBELASTING.

BESLUIT VAN 18 MEI 1916.

ARTIKEL ÉÉN.

§ 1. — De onbebouwde gronden, bedoeld bij artikel 68 der wet van 3 Frimaire jaar VII, welke in bebouwbare gronden, in weiden, in bosschen zijn omgezet, of anderszins in waarde zijn gebracht, alsmede de andere ongebouwde eigendommen, welke eenigerlei verandering van aard hebben ondergaan, zijn, op grond van hun nieuwen aard, met ingang van 1ⁿ Januari van het tweede jaar volgende op dat hunner verandering, in de grondbelasting aan te slaan.

De schatting dier onroerende goederen wordt gedaan met inachtneming der schatting van de eigendommen van zelfden aard en met gelijksoortige opbrengst.

§ 2. — De eigenaars, bezitters, vruchtgebruikers of erfpachters van onder § 1 bedoelde veranderde ongebouwde eigendommen zijn, onder verbeurte der boete waarmede artikel 4 der wet van 5 Juli 1871 bedreigt, gehouden, bij den ontvanger der belastingen van het gebied, aangifte te doen van de ligging, de grootte en den nieuwen aard dier erven, alsmede van de dagteekening hunner verandering. Gemelde aangifte moet binnen de zes maanden na de verandering of de wijziging van aard worden gedaan.

§ 3. — Wordt opgeheven, de vrijstelling van grondbelasting welke gedurende vijftien jaar wordt verleend voor alle gebouwen en woningen gesticht op aan de gemeenten toebehoorende of toebehoord hebbende braakgronden. Die bouwwerken zijn, gelijk de andere gebouwde eigendommen, belastaar met ingang van 1 Januari van het tweede jaar volgende op dat hunner ingebruikneming.

ART. 2.

§ 1. — De eigenaars, bezitters, vruchtgebruikers of erfpachters van onroerende goederen gelegen in een of meer gemeenten en waarvan het totale bedrag der kadastrale inkomsten op 1 Januari van het jaar van aanslag ten minste 2,000 frank is, worden over die inkomsten aan eene bijkomende grondbelasting onderworpen, waarvan de percentagevoet op het tweeduizendste van het totaal gesteld is, zonder dat gemelde voet zes mag te boven gaan.

§ 2. — De inschrijving in de kohieren der grondbelasting of in den kadastralen legger heeft ten gevolge dat de bijbelasting te voldoen is; deze is verschuldigd zelfs ingeval van onverdeeldheid en over het totale bedrag van de kadastrale inkomsten der onroerende goederen.

De in den loop van het jaar opkomende wijzigingen doen slechts voor het volgende jaar hunne uitwerking gevoelen.

§ 3. — De Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare inrichtingen worden van de bijbelasting vrijgesteld.

§ 4. — De bijbelasting wordt geregeld in de gemeente van de woonplaats der belastingplichtigen of, indien deze niet metterwoon in België gevestigd zijn, in de gemeente waar de kadastrale waarde hunner goederen het hoogste is. Gemelde bijbelasting mag, geheel noch gedeeltelijk, ten laste der pachters of huurders worden gelegd, niettegenstaande alle hiermede tegenstrijdig beding, welke ook de dagteekening daarvan zij.

Op die bijbelasting mogen geene provincie- of gemeenteopcentiemen, noch op denzelfden grondslag eene verwante taxe worden gelegd.

Voor het overige wordt de bijbelasting geheel en al met de grondbelasting gelijkgesteld.

§ 5. — Mits vóór de afsluiting van het dienstjaar, waarover de bijbelasting is verschuldigd, daartoe het verzoek wordt gedaan, mag de bestuurder der belastingen eene verlaging van die bijbelasting verleenen in verhouding tot de verliezen van inkomsten welke de schatplichtigen gedurende het jaar van den aanslag hebben geleden, en welke tot eene kwietschelding of verlaging der grondbelasting aanleiding hebben gegeven.

BESLUIT VAN 17 DECEMBER 1916.

ARTIKEL ÉÉN.

§ 1. — De bepalingen der §§ 1 en 2 van artikel één van het besluit van 18 Mei 1916 (*Wet- en Verordeningsblad*, n^o 213, blz. 2145 v.),

betreffende het aanslaan van de veranderde gronden, zijn toepasselijk op al de ongebouwde eigendommen welke, alhoewel niet van aard veranderd zijnde, waardevermeerderingen of -verminderingen hebben ondergaan waardoor eene nieuwe rangschikking wordt gewettigd.

§ 2. — Voor het jaar 1917 worden aanvullende aanslagen van ambtswege gevestigd of verminderingen van grondbelasting verleend, naar verhouding van de vermeerdering of de verlaging van het kadastraal inkomen der eigendommen welke waarde vóór 1 Januari 1916 heeft toe- of afgenomen.

II. — PERSONEELE BELASTING.

BESLUIT VAN 24 DECEMBER 1917.

ARTIKEL EÉN.

§ 1. — Met wijziging van artikelen 54 en volgende der wet van 28 Juni 1822, worden de belastingschuldigen die in 1918 bij voortduur de woonhuizen of gebouwen zullen gebruiken voor dewelke zij over 1917 werden aangeslagen en waaraan geen merkelijke verandering zal gebracht geweest zijn, ontslagen van het hernieuwen hunner aangifte in de personeele belasting wat betreft de drie eerste grondslagen (huurwaarde, deuren en vensters, mobilair). Zij worden dienaangaande over 1918 belast op grond der bestanddeelen van hun aanslag over 1917.

§ 2. — Wie vóór 1 April 1918 belastbare woonhuizen of gebouwen in gebruik heeft, welke merkelijke aan de personeele belasting nog niet onderworpen veranderingen hebben ondergaan, blijft gebonden, evenals de nieuwe bewoners, zijn aangifte bij den bevoegden ontvanger der belastingen te doen, op straf eener boete van 50 frank, en ongerekend den aanslag van ambtswege.

Deze aangifte moet worden afgegeven vóór 15 Januari 1918 door dengene die gemelde gebouwen bij aanvang van het jaar in gebruik zal hebben en vóór 15 April daaropvolgende, door dengene die dezelve slechts in den loop van het eerste trimester zal in gebruik nemen.

Bij gebreke van dergelijke aangifte is de nieuwe bewoner solidair verantwoordelijk, met den vorigen gebruiker, voor de belasting die over 1918 op naam dezes laatsten blijft ingeschreven; deze wordt van bedoelde gemeenschappelijke verplichting ontslagen indien hij de verandering aan den bevoegden ontvanger bekend maakt vóór 15 Januari of vóór 15 April 1918, naar gelang van het onderscheid gemaakt in het voorgaande lid.

De overschrijving der belasting mag van ambtswege op naam van den nieuwen bewoner geschieden.

§ 3. — Op bovengemelde datums maken de gemeentebesturen aan den bevoegden ontvanger der belastingen eene lijst over van de gezinshoofden die overleden zijn of die van verblijfplaats veranderden, onderscheidenlijk in den loop der drie laatste trimesters van 1917 of gedurende het eerste trimester van 1918.

Het model dezer lijst wordt door het Beheer der belastingen vastgesteld.

ART. 2.

§ 1. — De belastingschuldigen die in 1918 hetzelfde getal en dezelfde soort van dienstboden en van paarden zullen houden als diegene op grond waarvan zij over 1917 werden belast, worden insgelijks ontslagen van het hernieuwen hunner aangifte. Over 1918 worden zij uit hoofde derzelfde bestanddeelen aangeslagen.

§ 2. — Degenen waarvan het getal en de soort van dienstboden of van paarden in 1918 niet meer dezelfde zullen zijn als in 1917, moeten, op straf eener boete van 50 frank en van de strafbepalingen voorzien bij artikelen 88 en 105 der wet van 28 Juni 1822, hunne aangifte doen bij den bevoegden ontvanger der belastingen vóór 15 Januari 1918 of binnen vijftien dagen van de verandering, naar gelang de veranderingen in gemelde grondslagen bij aanvang van het jaar of vóór het einde van het derde trimester zullen voorkomen.

Brengen deze veranderingen geen vermeerdering van belasting te weeg, dan zijn de boeten niet toepasselijk.

III. — PATENTRECHT.

BESLUIT VAN 18 MEI 1916.

ART. 3.

§ 1. — De landbouwers, warmoezeniers, bloemen- of boomkweekers, wijngaardeniers, fokkers en alle andere landbouwexploitanten worden in de tabel n^o 3, gevoegd bij de wet van 21 Mei 1819, ingedeeld, en, in de gemeente van hunne hoofdrichting, aan het patentrecht onderworpen op voet van 4 t. h. der werkelijke of vermoede huurwaarde van de onroerende goederen welke zij exploiteeren.

De maatstaf van het recht wordt op 5 ten honderd gebracht wanneer deze huurwaarde ten minste 1,500 frank bereikt.

§ 2. — Door werkelijke huurwaarde wordt verstaan de jaarlijksche huur of pacht, door een als normaal erkende huurceel vastgesteld, desvoorkomend verhoogd met de lasten welke door den huurder of pachter ter ontlasting van den eigenaar gedragen worden.

De vermoede huurwaarde der onverhuurde of abnormaal verhuurde onroerende goederen wordt geschat met inachtneming van de werkelijke huur der eigendommen van gelijken aard en met gelijksoortige opbrengst.

§ 3. — De onder § 1 aangewezen patentplichtigen zijn gehouden in hunne jaarlijksche aangifte te vermelden den naam van den eigenaar, de ligging, de grootte en de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde van de door hen geëxploiteerde onroerende goederen.

ART. 4.

§ 1. — De patentplichtigen van wie de in een of meer gemeenten behaalde of verkregen beroepswinsten, -wedden of -verdiensten in hun geheel ten minste 10,000 frank per jaar bereiken, worden over deze inkomsten belast, op grond van eenen percentagevoet bepaald op het tienduizendste van het totaal, zonder dat gemelde voet 5 mag te boven gaan.

Deze bepalingen zijn insgelijks van toepassing wanneer de inkomsten voortvloeiende uit meerdere beroepen, nijverheids- of handelsbedrijven, ambachten of neringen, voor een jaar te samen 10,000 frank bereiken of overtreffen.

§ 2. — De hierboven onder § 1 voorziene belasting is gevestigd op de vastgestelde of vermoede beroepswinsten van het vorige jaar of van het in dat jaar afgesloten maatschappelijk boekjaar.

Nochtans wordt, voor de nieuwe patentplichtigen, rekening gehouden van de inkomsten verkregen in den loop van het eerste jaar; voor degenen die hunne zaken laten varen en wier inkomsten over het laatste jaar hooger zijn dan die van het vorige jaar, wordt op de volgens laatstbedoelde inkomsten geregelde belasting eene bijbelasting derwijze gevestigd, dat de geheele aanslag geëvenredigd zij aan de inkomsten over het jaar der staking van de zaken.

§ 3. — Door inkomsten, in het patentrecht aan te slaan, wordt verstaan het overschot der ruwe ontvangsten, met inbegrip der winsten van speculatiën, na aftrek der beroepskosten en lasten waarvan de uitgaven welke een persoonlijk aard hebben uitgesloten zijn.

§ 4. — Wat de patentplichtigen betreft welke in meerdere gemeenten hun bedrijf uitoefenen of inrichtingen bezitten, wordt de aanslag vastgesteld in de gemeente hunner hoofdinrichting.

De opcentiemen worden toegepast als in zake taxe op de werkelijke

inkomsten en winsten (wet van 1 September 1913), naar verhouding van de in elke provincie of elke gemeente behaalde winsten, wedden of voordeelen.

§ 5. — De patentplichtigen, welke onder toepassing van § 1 vallen, zijn gehouden, aan den ontvanger der belastingen hunner hoofdinstelling, jaarlijks aangifte te doen van de ligging en den aard van hunne inrichtingen, alsmede van het bedrag der winsten, wedden of voordeelen in elke dezer behaald.

De aan het patentrecht onderworpen vennootschappen voegen bij deze aangifte een gewaarmerkt afschrift van hunne balans en winst- en verliesrekening.

§ 6. — De bepalingen van § 1 zijn toepasselijk welke ook de huidige wijze van aanslag zij. Nochtans, blijven de bankiers, welker jaarlijksche winsten minder dan 35,000 frank bedragen, aan het bij artikel 19 der wet van 1 September 1913 ingevoerde bijzonder stelsel onderworpen.

§ 7. — Ingeval van bedrog in de aangifte is als boete, behalve de belasting, eene som gelijk aan het drievoudig bedrag dezer belasting verschuldigd.

§ 8. — Voor zoover bij dit besluit daarvan niet wordt afgeweken, zijn de bepalingen betreffende het patentrecht op de onder § 1 aangewezen patentplichtigen toepasselijk.

BESLUIT VAN 17 DECEMBER 1916.

ART. 2.

De hengst- en stierhouders zijn met ingang van het jaar 1916 aan het patentrecht onderworpen.

ART. 3.

§ 1. — Met wijziging in artikel 3 van voormeld besluit van 18 Mei 1916, worden de boschexploitanten aan het patentrecht onderworpen, op voet van één ten honderd der zuivere opbrengst van hunne exploitatie gedurende het jaar voorafgaande aan dat van den aanslag, zelfs wanneer zij gedurende laatsbedoeld jaar niet exploiteeren.

Door belastbare zuivere opbrengst wordt verstaan de met een vijfde verminderde onzuivere opbrengst van de verkooping, kappingen, snoeiingen of andere verrichtingen.

§ 2. — De belasting is verschuldigd in elke der gemeenten waaronder de geëxploiteerde bosschen gelegen zijn.

§ 3. — Bedoelde patentplichtigen zijn gehouden, jaarlijks, per gemeente, aangifte te doen van de verschillende exploitatieverrichtingen welke zij gedurende het vorig jaar hebben gedaan, alsmede van hare ruwe opbrengst per soort.

Wat betreft den aanslag over het jaar 1916, behoort deze aangifte vóór 1 Januari 1917 te worden gedaan.

BESLUIT VAN 24 DECEMBER 1917.

ART. 3.

§ 1. — Met wijziging van artikelen 16 en volgende der wet van 21 Mei 1819 worden de gevestigde patentplichtigen die in 1918 zullen voortgaan hun koophandel, beroep, bedrijf, stiel of nering in dezelfde voorwaarden als voorheen uit te oefenen, ontslagen van het hernieuwen hunner aangifte. Over 1918 zullen zij worden belast naar de grondslagen van hun aanslag over het vorig jaar, tenzij deze, naar het advies van het college der patentzetters, van ambtwege dient vermeerderd of verminderd te worden met minstens een tiende.

§ 2. — De vrijstelling van de aangifte voorzien in § 1 is niet van toepassing :

1° Op de leurdere en andere handelaars aangeduid in de wet van 18 Juni 1842 ;

2° Op de ondernemers van vertooningen, spelen en vermakelijkheden ;

3° Op de vreemde schippers noch op de inlandsche schippers, die slechts hun schip tot woning hebben ;

4° Op de boschexploitanten ;

5° Op de patentplichtigen die den zetel hunner zaken hebben verplaatst ;

6° Op al de aan het klimmend patentrecht onderworpen belasting-schuldigen.

De hierbovengenoemde belasting-schuldigen blijven dientengevolge gehouden over 1918 aangifte te doen.

§ 3. — De aanslagen in het gewoon patentrecht mogen worden vervangen door aanslagen in het klimmend patentrecht en wederkeerig, wanneer deze maatregel noodig is tot het handhaven der juiste evenredigheid van de belasting.

IV. — TAXE OP DE WERKELIJKE INKOMSTEN EN WINSTEN.

BESLUIT VAN 18 MEI 1916.

ART. 5.

Het bedrag van de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten (wet van 1 September 1913) wordt, wat betreft de interesten der obligatiën en de premiën of loten aan de obligatiehouders toegekend, van 4 op 6 t. h. gebracht.

ART. 6.

§ 1. — De beheerders, commissarissen en vereffenaars van vennootschappen op aandelen die, over een staatsfinancieringsjaar, belast werden op grond van wedden waarvan het totaal ten minste 20,000 frank beloopt, zijn, voor het volgende dienstjaar, eene bijtaxe verschuldigd gevestigd op die gezamenlijke wedden, en waarvan de percentagevoet wordt gesteld op het twintigduizendste van het totaal, zonder 5 te mogen overtreffen.

Deze bepaling is insgelijks toepasselijk op de gouverneurs, bestuurders, censoren of anderen, welke betrekkingen overeenkomende met die van beheerders, commissarissen en vereffenaars waarnemen.

§ 2. — De bijtaxe wordt geregeld in de gemeente van de woonplaats der belastingplichtigen of, indien deze niet metterwoon in België gevestigd zijn, in de gemeente waar het bedrag hunner wedden het hoogste is; gemelde bijtaxe mag, geheel noch gedeeltelijk, ten laste der vennootschappen worden gelegd.

Op die bijtaxe mogen geen provincie- of gemeenteopcentiemen, noch op denzelfden grondslag eene verwante taxe worden gevestigd.

Voor het overige wordt de bijtaxe geheel en al met de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten gelijkgesteld.

ART. 7.

Met wijziging in het 3° lid van artikel 18 der wet van 1 September 1913 en in de reglementaire bepalingen aangenomen door de provincie- en gemeenteraden om de toepassing er van te verzekeren, mogen de opcentiemen betreffende de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten niet van rechts-

wege voor de dienstjaren 1915 en 1916 verhoogd worden; echter, die waarvan het bedrag minder dan 30 is, mogen automatisch tot op deze grens opgevoerd worden indien de desbetreffende reglementen dezen maatregel voorzien.

BESLUIT VAN 17 DECEMBER 1916.

ART. 4.

§ 1. — Met tijdelijke afwijking van de wet van 1 September 1913, waarbij eene taxé op de werkelijke inkomsten en winsten wordt gevestigd, worden de vennootschappen op aandeelen wier winsten over het in 1915 afgesloten maatschappelijk boekjaar niet voor dit boekjaar, het voorwerp uitmaakten van eenigerlei verdeling onder de aandeelhouders, bij wijze van uitzondering aan gemelde taxé onderworpen over het dienstjaar 1916, op grond van de helft der bedoelde winsten voor zooveel deze ten minste 10,000 frank bereiken.

Worden namelijk als winsten beschouwd, de reserves of voorzieningsfondsen hoe ook genaamd, de overdracht en alle andere soortgelijke bestemmingen.

§ 2. — Vennootschappen op aandeelen welke dividenden hebben uitgekeerd tot een minder bedrag dan de helft hunner winsten over gemeld boekjaar, zijn insgelijks hoogerbedoelde taxé verschuldigd, doch alleen op voet van het verschil tusschen deze twee sommen.

§ 3. — De bij § 1 voorziene taxé is insgelijks van toepassing op de vennootschappen op aandeelen welke over het in 1915 afgesloten maatschappelijk boekjaar hunne balans niet hebben opgemaakt; zij zijn belastbaar volgens het vermoed bedrag harer winsten over dit boekjaar.

§ 4. — Onder gelijkvormige toepassing van artikel 10 der genoemde wet dient, op straf van de bij artikel 13 van deze wet voorziene boete, de aangifte benodigd tot uitvoering van bovenstaande bepalingen vóór 1 Januari 1917 te worden gedaan.

Desvoorkomend wordt de taxé, overeenkomstig artikel 12 derzelfde wet, van ambtswege vastgesteld.

§ 5. — Bij toepassing van § 2 van artikel 3 van gemelde wet worden de vennootschappen vrijgesteld van de taxé wegens de inkomsten uitgedeeeld door middel van de winsten welke te hunnen laste krachtens dit artikel in de taxé werden aangeslagen.

ART. 5.

De taxé op de interesten, premiën en loten van obligatiën is op aangifte te betalen binnen de twee maanden na den vervaldag dezer inkomsten, op

straf van den wettelijken interest berekend naar verhouding van het verwijl.

Aangaande gemelde inkomsten welke vóór 1 November 1916 zijn vervallen, wordt de taxe vóór 1 Januari 1917 voldaan.

ART. 6.

De bepalingen van artikel 7 van het besluit van 18 Mei 1916, betreffende het bedrag der provincie- en gemeenteoprechten op de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten over de dienstjaren 1915 en 1916, worden toepasselijk gemaakt ten aanzien van het dienstjaar 1917.

**V. — TAXE OP DE KINEMAVERTOONINGEN
EN ANDERE
OPENBARE VERMAKELIJKHEDEN.**

BESLUIT VAN 23 APRIL 1916.

ARTIKEL EÉN.

§ 1. — De taxe waaraan, krachtens artikel één der wet van 3 September 1913, de ondernemers van kinemavertooningen zijn onderworpen, wordt op de inrichters van alle openbare vertooningen, concerten, bals, wedrennen, spelen of andere vermakelijkheden toepasselijk gemaakt.

Met wijziging in artikel één van voormelde wet, wordt het bedrag der taxe eenvormig gesteld op 10 l. h. van het totaal der ruwe ontvangsten hoe ook genaamd; worden alleen daarvan afgetrokken de sommen welker afstand aan menschlievende werken behoorlijk is bewezen.

§ 2. — De taxe wordt onderscheidenlijk op 4, 6 of 8 frank per dag gesteld voor de ondernemers of inrichters wier totaal van de ruwe ontvangsten, gedurende de helft eener maand gedaan, gemiddeld minder is dan 60, 80, of 100 frank per dag van vertooning of van vermakelijkheid.

§ 3. — Worden vrijgesteld, degenen wier gemiddelde som van gemelde ontvangsten minder is dan 40 frank per dag van vertooning of van vermakelijkheid.

ART. 2.

§ 1. — Geene provincie- en gemeenteopcentiemen mogen op die taxe gesteld worden.

§ 2. — Echter wordt van de taxe een achtste aan de provincie en drie achtsten aan de gemeente toegekend.

§ 3. — Desgevallende, wordt het bedrag dier aandeelen afgetrokken van de bijzondere provincie of gemeentebelastingen, welke op de openbare vertooningen of andere gemakkelijkheden gelegd zijn.

ART. 3.

Artikelen 2, 10 en 11 der wet van 3 September 1913 vervallen; de andere bepalingen dier wet zijn van toepassing met inachtneming der wijzigingen voorzien bij de tegenwoordige verordening.

Deze verordening wordt met ingang van 16 Mei 1916 van kracht.

VI. — VERSCHILLENDE MAATREGELEN.

**A. — BEPALING TOT VERZEKERING VAN DE INVORDERING
DER BELASTINGEN.**

BESLUIT VAN 18 MEI 1916.

ART. 8.

De ministeriële beambten gelast met de verkooping van meubelen of van onroerende goederen mogen de opbrengst daarvan niet uit handen geven dan na aftrek van de nog onafbetaalde rechtstreeksche belastingen waarvoor de verkochte goederen tot waarborg dienen; bij voorkomend geval, zijn zij tot beloop van gemelde opbrengst persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de nog verschuldigde lasten.

B. — FISKALE VERJARINGSTERMIJNEN.

BESLUIT VAN 17 DECEMBER 1916.

ART. 8.

Worden met één jaar verlengd de verjaringstermijnen voor de invorderbaarheid van de gesloken rechten en voor de vervolgingen tot inning van rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes.

BESLUIT VAN 24 DECEMBER 1917.

ART. 4.

Worden tot verdere schikking verlengd, de verjaringstermijnen voor de invorderbaarheid van de gesloken rechten en voor de vervolgingen tot inning van rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde rechten.
